

Géopolitique de l'islam en terres postsoviétiques

Par **Cyrille Bret**, enseignant à Sciences Po Paris, directeur du site de géopolitique eurasia prospective.net et chercheur associé à l'Institut Notre Europe Jacques Delors.

Les espaces postsoviétiques sont-ils le théâtre d'un « choc des civilisations » entre un pôle russe chrétien orthodoxe et un pôle musulman longtemps victime des impérialismes tsaristes puis soviétiques ? La place de l'islam est contrastée : en Russie, il est minoritaire et stigmatisé mais institutionnalisé et mis à l'honneur dans certaines régions. En Asie centrale, il sert de ciment national, et de repoussoir sécuritaire quand il prend le visage de l'islamisme.

L'islam, fossoyeur de l'URSS ?

En 1978, Hélène Carrère d'Encausse publie un essai inspiré et provocateur sur l'URSS intitulé *L'empire éclaté*. À l'époque, c'est un coup d'audace autant qu'une inspiration historique. En effet, cette année-là, la guerre froide semble tourner à l'avantage d'une URSS bréjnevienne à l'initiative partout sur le globe, alors que les États-Unis sont affaiblis par leur défaite au Vietnam et les aléas de la présidence Carter. C'est dans ce contexte que l'historienne française annonce rien de moins que la fin de l'empire soviétique — que beaucoup alors croient invincible.

Paradoxe supplémentaire, la future académicienne attribue ce déclin à des causes qui échappent largement à la connaissance et à l'action des Occidentaux : la force disruptive des confessions et des religions dans un État très officiellement athée et la puissance des mouvements centrifuges dans une Union apparemment centralisée par la verticale du pouvoir. Elle accorde un statut à part à l'islam des républiques socialistes soviétiques (RSS) du Caucase et d'Asie centrale : c'est de lui que viendra l'impulsion conduisant à l'éclatement

de l'empire. Selon Carrère d'Encausse, la perte de l'URSS viendra de l'islam, et non de l'Occident.

Son raisonnement est le suivant : les révolutions de 1905 et 1917 avaient été autant des révoltes politiques contre l'autocratie que visionnaire, quel est le rôle collectif de l'islam dans la démographie, la politique et la géostratégie de ce vaste ensemble à la cohésion incertaine : l'espace postsoviétique ? La place de l'islam dans ces immenses territoires extrêmement hétérogènes est ambivalente et contrastée. D'un côté, il est minoritaire et souvent stigmatisé au sein d'une Fédération de Russie qui a renoué avec l'orthodoxie chrétienne en la plaçant au cœur de l'identité nationale. De l'autre, dans les anciennes RSS d'Asie centrale et du Caucase, l'islam — majoritaire — est à la fois un ferment d'identité nationale et un ennemi politique quand il prend le visage des groupes djihadistes. Enfin, la politique étrangère de la Russie au Moyen-Orient établit des passerelles entre islam de l'intérieur et islam de l'extérieur.

La Russie, un vieux pays musulman (presque malgré lui)

Dans la Fédération de Russie contemporaine, la place de l'islam est à la fois précaire et solidement établie, attaquée et institutionnalisée. Cette ambivalence tient à la place historique séculaire de l'islam dans l'imaginaire collectif russe et la réalité actuelle de la Fédération. Depuis ses débuts sous Ivan IV dit le Terrible (1530-1584), la Russie moderne s'est construite à la fois en opposition et en symbiose constante avec les populations musulmanes. La revanche sur le « joug

tatar » (1236-1480) joue un rôle aussi puissant dans l'identité russe que la *Reconquista* pour les royaumes chrétiens en Espagne. Plusieurs grandes étapes de la construction de l'Empire russe sont des victoires remportées sur des royaumes musulmans : la prise du khanat de Kazan (1532), les guerres de Catherine II dite la Grande contre l'Empire ottoman, la conquête des différents khanats musulmans de l'actuelle Ukraine et Russie méridionale et la conquête du Caucase au XIX^e siècle (Daguestan et Azerbaïdjan en 1813). Ces épisodes s'étalant sur quatre siècles sont autant d'affrontements entre la Russie impériale à majorité orthodoxe et des États musulmans. Quant à l'URSS issue de la Révolution de 1917, créée en 1922 par la constitution élaborée sous la direction de Staline, elle essaie de consolider cette construction sur des bases non confessionnelles. Les populations musulmanes de l'ancien empire tsariste sont soviétisées alors qu'une partie de leurs élites s'intègrent dans la *Nomenklatura* et l'Armée rouge.

La Russie contemporaine, surtout depuis l'accession à la présidence de la Fédération de Vladimir Poutine, continue parfois à convoquer cette opposition à l'islam pour cimenter la communauté nationale. Ainsi, le 4 août 2013, Vladimir Poutine déclarait devant la Douma d'État que Russie et islam sont « incompatibles ». Les attentats perpétrés au nom de l'islam par des djihadistes caucasiens, notamment tchétchènes, installent durablement l'idée que l'islam est une source de danger pour la sécurité et l'unité de la Fédération. Qu'ils aient lieu à Moscou (1999, 2002, 2011) ou dans les territoires caucasiens de la Fédération (à Beslan en 2004 par exemple), ces actes terroristes sont soit revendiqués, soit attribués aux groupes djihadistes. Dans la construction et la reconstruction de l'identité nationale, l'antagonisme séculaire avec l'islam est essentiel. Mais il n'exclut pas une forte intimité historique. La contrepartie de ces conquêtes de l'empire tsariste confirmées par l'Union soviétique et conservées

Photo ci-contre : Un policier tchétchène monte la garde devant la mosquée Akhmad Kadyrov, inaugurée en 2008 par le président tchétchène Ramzan Kadyrov. Alors que ce dernier a réussi à capter l'islam radical en le mettant sous tutelle, sous couvert de promotion d'un islam dit traditionnel et national tchétchène, la Tchétchénie musulmane constitue aujourd'hui, pour Moscou, un nouvel instrument de *soft power* en direction du monde musulman et du Moyen-Orient en particulier. En 2019, Ramzan Kadyrov inaugurait une nouvelle méga-mosquée à Shali — la plus grande d'Europe selon les autorités — en présence de 200 invités venant de 43 pays, dont l'Arabie saoudite, les É.A.U. et la Jordanie. (© AFP/Alexander Nemenov)

seulement en partie par la Fédération est l'incorporation ancienne de populations musulmanes dans la Russie.

Les quelque 20 millions de citoyens russes de confession musulmane représentent aujourd'hui la première minorité confessionnelle de Russie (15 % environ de la population). Elle se place juste après la très courte majorité (relative) orthodoxe (41 %). À la différence des communautés musulmanes de France, d'Allemagne ou des Pays-Bas, qui datent essentiellement du milieu du XX^e siècle et qui concernent trois ou quatre générations, les musulmans de Russie ne peuvent pas être considérés comme des « immigrants ». Ils font partie de l'héritage post-impérial de la Russie contemporaine.

C'est pour cette raison que l'islam de Russie est fortement institutionnalisé. D'une part, le même Vladimir Poutine avait déclaré le 20 août 2021 devant les chefs religieux musulmans de Russie que « l'islam fait aujourd'hui partie intégrante de la culture et de la société russes ». D'autre part, au sein de la Fédération, certains « sujets » (territoires fédérés) sont résolument musulmans, comme le Tatarstan — qui met en valeur l'islam ancien des Tatars de la Volga —, le Daguestan et la Tchétchénie. Enfin et surtout, les autorités fédérales nourrissent un dialogue régulier avec les chefs des communautés musulmanes, fortement médiatisés presque chaque année par la présidence de la Fédération. En d'autres termes, la Russie est une vieille terre d'islam, comme en atteste la reconstruction de 1996 à 2005 de la mosquée Qolsharif de Kazan, capitale du Tatarstan, au cœur du kremlin de la ville.

En somme, l'islam intérieur de Russie a une place ambivalente dans la géopolitique interne de la Fédération. Il s'agit d'une coexistence ancienne mais toujours conflictuelle, et d'une institutionnalisation qui n'exclut pas la stigmatisation.

Les nouveaux États du Caucase et d'Asie centrale face à l'islam politique

Après la fin de l'URSS, en 1991, dans les anciennes républiques socialistes soviétiques d'Asie centrale et du Caucase, historiquement et majoritairement musulmanes, l'islam connaît un destin bien différent de celui de Russie. De force minoritaire dans un vieil empire plus large, il devient confession majoritaire dans des (tout) jeunes États en construction. Est-ce à dire que la fin de l'URSS marque l'essor d'États musulmans ? Plusieurs facteurs s'opposent à la renaissance d'États musulmans, notamment l'héritage soviétique et la lutte contre le terrorisme islamiste. En effet, les traditions religieuses musulmanes sont loin d'être homogènes à travers le Caucase et l'Asie centrale. En Azerbaïdjan, le chiisme duodécimain est fortement majoritaire (90 % environ de la population) et coexiste avec le sunnisme, le christianisme et le judaïsme. Au Kazakhstan, le sunnisme est légèrement majoritaire (50 % de la population) parmi les Kazakhs mais aussi les Tatars et la Bachkirs. Au Kirghizstan, en Ouzbékistan, au Turkménistan et au Tadjikistan, le sunnisme de rite hanafite est déclaré comme confession par environ 90 % de chacune de ces populations. À cette hétérogénéité théologique s'ajoutent des différences linguistiques, ethniques et historiques qui interdisent de considérer ces espaces comme homogènes du point de vue de la géopolitique de l'islam. Néanmoins, le point commun de l'islam dans ces anciennes républiques socialistes soviétiques est de servir de ferment à une identité nationale à construire ou reconstruite en 1991 après plusieurs décennies de régime soviétique athée. Ainsi, le Kazakhstan a lancé la reconstruction de multiples mosquées. La portée historique et symbolique de ces reconstructions ne saurait être sous-estimée, tant les destructions de mosquées et la dissolution des écoles coraniques ont marqué les populations locales pendant le début de l'ère soviétique. Quant à l'Ouzbékistan, il remet en

valeur, depuis les années 1990, les grands ensembles islamiques de Samarkand et Boukhara, autant pour le tourisme international que pour la création de centres d'étude. Le Kirghizstan, lui, à proximité de l'Afghanistan et du Pakistan, lance la création d'écoles coraniques et dépénalise la polygamie.

Toutefois, la place de la religion est certes forte culturellement mais faible institutionnellement et socialement : les constitutions de ces États consacrent la liberté de pensée et de culte et instaurent une séparation entre l'Église et l'État. Quant à la pratique religieuse, elle reste à des niveaux faibles (environ 10 % de la population selon les sondages). Si l'attrance des générations postsoviétiques pour l'islam est confirmée par tous les sondages, le niveau de culture religieuse parmi elles est néanmoins assez faible, notamment en raison de l'absence de clercs locaux. L'héritage soviétique joue ici à plein dans la définition du rôle de l'islam dans la vie collective. La sécularisation de la société coexiste avec des tentatives pour remettre à l'honneur les éléments de la culture islamique dans l'espace public.

Mais la renaissance de l'islam dans les RSS nouvellement indépendantes du Caucase et d'Asie centrale se heurte à d'autres obstacles et notamment aux agendas politiques et diplomatiques de leurs dirigeants. Dans le sillage des attentats du 11 septembre 2001, la lutte contre le djihadisme devient mondiale et donne lieu à deux interventions extérieures américaines à proximité de la région, en Afghanistan (2001) et en Irak (2003). La tendance au revivalisme musulman se trouve contrecarrée par plusieurs facteurs conjugués en Asie centrale : d'une part, la volonté du voisin russe de défaire les groupes islamistes dans le Caucase, d'autre part, la « guerre globale au terrorisme » (*Global War on Terror*) des États-Unis présents militairement dans la zone, et enfin l'opposition interne parfois organisée en parti musulman. Les régimes autoritaires des présidents Karimov (Ouzbékistan), Nazarbaïev (Kazakhstan), Berdimuhamedov (Turkménistan), Aliyev (Azerbaïdjan), Akaayev (Kirghizstan) et Rahmon (Turkménistan) y trouvent à la fois des réseaux d'alliance internationaux et une légitimité interne.

Le raidissement des responsables politiques contre l'islam est manifeste tout particulièrement en Ouzbékistan. Ainsi, le 13 mai 2005, dans la ville d'Andijan, plusieurs bâtiments publics sont occupés par la foule. En réaction, le régime autoritaire d'islam Karimov déclenche une vague de répression à l'aide d'armes de guerre qui débouche sur plusieurs centaines de décès. Les autorités imputent ce soulèvement à

Diversité religieuse du Caucase en 2020



des organisations djihadistes et prennent une série de mesures allant de la fermeture de mosquées et d'écoles coraniques à la nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour réaliser le pèlerinage à La Mecque. Dans une veine bien différente, la présidence Aliyev, en Azerbaïdjan, contingente la place de l'islam dans l'image internationale du pays en déployant d'intenses campagnes de communication vantant le multiculturalisme et le multiconfessionnalisme (réels) du pays.

À l'échelle régionale, ces différents États font de la lutte contre le terrorisme un axe essentiel de leur politique de sécurité intérieure et de leur politique extérieure. C'est notamment le cas au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai créée en 2001 par la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine (RPC), où les cinq anciennes RSS d'Asie centrale (l'Azerbaïdjan n'en est pas membre) concourent à la lutte contre ce qui est décrit dans la Déclaration fondatrice comme les « trois fléaux » : l'islamisme, le séparatisme et l'extrémisme. La lutte contre l'islamisme revêt une telle importance pour ces États, qu'ils se tournent également vers les États-Unis. Ainsi, le Kirghizstan accueille une base aérienne américaine à Manas de 2001 à 2015.

Les bénéfices intérieurs et extérieurs de la lutte contre l'islamisme sont tels, pour les dirigeants de ces États, qu'ils jugulent bien vite la renaissance de l'islam au sein de leurs États.

Islam de l'intérieur, islam de l'extérieur

La place politique de l'islam dans les espaces postsoviétiques se mesure non seulement à l'intérieur de ces États mais également à l'extérieur, dans les zones voisines. Les espaces postsoviétiques sont en effet au contact de plusieurs régions musulmanes : le Caucase et le plateau anatolien, la Caspienne et la République islamique d'Iran, ainsi que la zone Afghanistan-Pakistan. Autrement dit, les impératifs de politique intérieure sont étroitement liés aux

objectifs de politique internationale pour les anciennes républiques socialistes soviétiques et pour la Fédération de Russie au premier chef. Et là encore, la place de l'islam est contrastée, comme en atteste notamment la politique étrangère russe.

Depuis les guerres des Balkans (1991-2001) et les guerres de Tchétchénie (1994-1996 puis 1999-2000), la Fédération de Russie se considère comme en première ligne dans la lutte contre le terrorisme islamiste, au point de proposer à plusieurs reprises aux Occidentaux de faire front commun contre cette menace. En effet, la version russe du « choc des civilisations » met aux prises d'un côté la slavité orthodoxe en reconstruction, que ce soit en Russie ou en Serbie et, de l'autre, les mouvements séparatistes (Bosnie, Kosovo, Tchétchénie, Daguestan) épaulés par une internationale djihadiste. Autrement dit, la Russie adopte plus qu'un habillage confessionnel dans sa politique extérieure depuis la fin de l'URSS. Particularité supplémentaire, la lutte contre le terrorisme islamiste est, pour elle, une question de cohésion nationale, de légitimation de la présidence, de sécurité intérieure et de défense nationale. L'intervention russe en Syrie à partir d'août 2015 pour soutenir le régime de Bachar al-Assad s'inscrit également dans ce cadre. En effet, la lutte contre les mouvements djihadistes présents en Syrie et en Irak (Front Al-Nosra, Organisation État islamique) est le principal objectif affiché par la Fédération de Russie. Renouant avec une alliance nouée avec Hafez al-Assad en 1970 à l'ère soviétique, bravant les critiques de la communauté internationale, concurrençant au Levant la coalition internationale et critiquant les conséquences régionales de l'intervention militaire américaine en Irak, la Fédération de Russie fait de la Syrie (puis de la Libye) le théâtre déporté de sa propre lutte interne contre le djihadisme international. Elle acquiert ainsi de solides inimitiés, mais également la réputation d'une puissance capable de défaire sur le terrain les organisations djihadistes qui organisent des attentats sur les sols français, belge, allemand, espagnol... et russe. Autrement dit, l'intervention militaire contre

le djihadisme en Méditerranée orientale devient le principal succès extérieur de la Russie des dernières années.

La mobilisation du Patriarche de Russie, Cyrille, dans la guerre en Syrie et pour la protection des chrétiens d'Orient ne doit pourtant pas faire illusion : la Fédération de Russie ne mène pas une politique étrangère confessionnelle et anti-islam dans son fond. En effet, l'intervention en Syrie coïncide avec de nombreuses initiatives pour raviver les politiques d'alliance de l'URSS au Moyen-Orient. Et, sur ce plan, la Russie a engrangé de véritables succès, que ce soit en Turquie ou en Arabie saoudite, desquelles elle s'est rapprochée depuis 1998, mais aussi en Égypte, où elle réactive son rôle de soutien militaire et diplomatique au président Al-Sissi en lutte contre les Frères musulmans à l'intérieur et les djihadistes venus de Libye à l'extérieur.

Dans l'espace postsoviétique comme dans le reste du monde, l'islam est multiple et connaît des destins politiques contrastés. Minoritaire et stigmatisé en Russie, il fait pourtant partie depuis longtemps de la culture et des institutions fédérales. Majoritaire et traditionnel en Asie centrale et dans le Caucase, il est l'enjeu d'une lutte politique très âpre depuis que la répression anti-islamiste est devenue la principale source de légitimation des régimes autoritaires de la région.

Enfin, si la lutte contre le djihadisme est à la fois une politique intérieure et un programme extérieur pour ces États, les anciens réseaux d'alliance de l'URSS sont en reconstruction au Moyen-Orient.

Cyrille Bret

Bibliographie

- Marc Gaborieau et Alexandre Popovic, « Islam et politique dans le monde (ex-)communiste », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 115, juillet-septembre 2001.
- Cyrille Bret, « À quoi joue Vladimir Poutine avec l'islam ? », *Les Échos*, 16 février 2016.
- Hélène Carrère d'Encausse, *Islam and the Russian Empire*, Tauris, 2009.

Photo ci-contre : Des officiers des forces de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) participent à un exercice antiterroriste baptisé « Mission de Paix 2021 », organisé près de la frontière entre la Russie et le Kazakhstan. Le 23 août dernier, le secrétaire général de l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective) déclarait que « compte tenu de la situation en Afghanistan, les pays membres de l'OTSC prendront des mesures supplémentaires pour renforcer la sécurité, en particulier dans la région d'Asie centrale », ajoutant qu'il faudrait également « unir les forces avec l'OCS », qui compte notamment la Chine, l'Inde et le Pakistan. Pour Vladimir Poutine, l'objectif principal est de « ne pas permettre l'infiltration de l'islamisme radical et l'enrôlement des citoyens dans les organisations extrémistes ». Moscou est prêt à « fournir à prix d'ami des armements et équipements militaires » pour faire face à la menace, a ajouté le vice-Premier ministre russe Iouri Borissov. (© Mil.ru)

